



A large, dark, corrugated industrial pipe dominates the background. A worker wearing a white hard hat and dark clothing is standing inside the pipe, looking up. The pipe curves from the bottom left towards the top right, creating a sense of depth and perspective.

SECTEURS EN VEDETTE

Services économiques d'EDC

Décembre 2024



Canada

 EDC

UN MONDE À CONQUÉRIR

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE

SECTION 1 : SECTEURS EN VÉDETTE

Automobile : la production canadienne de VE s'adapte aux tendances du marché

3

Agriculture à valeur ajoutée : secteurs actuels et émergents

4

Renaissance mondiale du nucléaire : réaliser le potentiel du Canada

5

Exportations canadiennes : portées par l'or à court terme et les minéraux pour batteries de VE à long terme

8

Exploiter l'avantage du Canada dans les technologies propres

11

Exportations de services : le Canada éclipse ses rivaux

13

Demande dans l'Asie du Sud-Est : tendances et occasions

16

19

21

SECTION 2 : PRÉVISIONS À L'EXPORTATION

25

Rebond des exportations mondiales sur fond d'incertitude persistante

26

La robuste croissance américaine et l'investissement dans l'énergie : un baume pour les perspectives à l'export du Canada

29

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

36

À PROPOS D'EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

36

SOMMAIRE

L'édition de l'automne 2024 du rapport *Secteurs en vedette* d'Exportation et développement Canada (EDC) propose une analyse unique et approfondie des secteurs d'une importance vitale pour l'économie canadienne. Cette publication met aussi en lumière les tendances particulières, les défis à relever et les débouchés à saisir sur la scène de l'exportation.

Voici quelques-uns des grands thèmes abordés dans ce rapport :

Secteur automobile : L'industrie doit composer avec la contraction de la demande américaine et les perturbations touchant la production, mais aussi avec le recentrage des stratégies touchant les véhicules électriques (VE).

Filière nucléaire : Le Canada occupe une place stratégique lui permettant de profiter de l'intérêt renouvelé pour le nucléaire à l'échelle mondiale comme source d'énergie fiable et sobre en carbone.

Minérais et métaux : Cette section se penche sur les moteurs de l'activité de ce sous-secteur, énonce ses perspectives et brosse un portrait des projets miniers au Canada.

Produits environnementaux et de technologies

propres (ETP) : Ce sous-secteur complexe et contributeur de premier plan a ajouté 80 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) du Canada en 2022 et réalisé des exportations se chiffrant à 20,9 milliards de dollars. Nous proposons ici une analyse des facteurs déterminants sous-tendant cette croissance.

Secteur des services : Cette section fait la lumière sur ce grand contributeur à la performance de l'économie et des exportations du Canada, présente une analyse comparative avec d'autres pays du globe et souligne les débouchés à venir.

Région de l'ANASE : Cette section donne un coup de projecteur sur l'ampleur des occasions que recèle ce marché et explique le soutien élargi d'EDC aux exportateurs canadiens dans la région dynamique de l'Asie du Sud-Est.

Agriculture à valeur ajoutée : Cette section s'intéresse à la contribution de sous-secteurs névralgiques.

Commerce mondial et perspectives pour les exportations canadiennes

En dépit de l'incertitude pesant sur l'économie mondiale et la présence de risques géopolitiques, notre rapport continue de faire état de perspectives optimistes à propos de la tenue des exportations canadiennes; il comprend également des prévisions détaillées pour les secteurs incontournables de l'économie.

Décembre 2024

Services économiques d'EDC



A woman with blonde hair, wearing a blue long-sleeved shirt under a high-visibility yellow and grey vest, is looking down at a task. She is in a factory or industrial environment, with red and white pipes and machinery visible in the background. A large blue arrow graphic points from the bottom left towards the text.

SECTION 1: SECTEURS EN VEDETTE



Automobile : la production canadienne de VE s'adapte aux tendances du marché

- Karicia Quiroz, économiste

La tenue du secteur canadien de l'automobile a été pour le moins en demi-teinte cette année, les exportations nominales de véhicules automobiles et des pièces s'établissant pour le premier tiers de l'année à 56,4 milliards de dollars, une contraction de près de 5 % en glissement annuel¹, selon Statistique Canada. Cette performance s'explique par la diminution en rythme annuel dans deux catégories d'exportations : de 9 % pour les voitures et camions légers (représentant d'habitude les deux tiers des exportations) et de 2 % pour les moteurs automobiles et les pièces (pesant historiquement pour le quart des exportations).

Les exportations canadiennes d'automobiles sont surtout dynamisées par la demande américaine puisque la quasi-totalité des exportations de moteurs et des pièces (93 %, soit une valeur frôlant les 52,4 milliards de dollars) prend la direction des États-Unis.

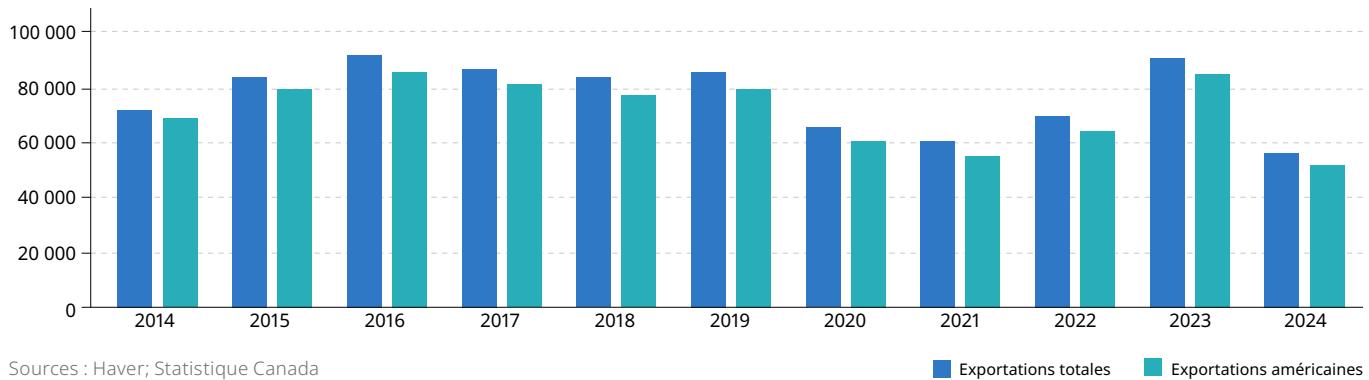
De 2020 à 2023, la valeur annuelle des exportations automobiles canadiennes a atteint en moyenne à 72,1 milliards de dollars, contre 86,4 milliards avant la pandémie, ce qui représente une chute de près de 17 %. Durant le même intervalle, la production de véhicules du Canada (un indicateur de l'offre) et les ventes de véhicules aux États-Unis (un indicateur de la demande) se sont fixées

respectivement en moyenne à 2,2 millions et à 17,7 millions de véhicules. Il s'agissait d'une hausse de 64 % et 17 % par rapport aux moyennes postpandémiques actuelles (2020-2023)². L'industrie automobile canadienne se remet toujours du tassement de la demande américaine et des perturbations qui ont secoué l'activité des équipementiers en Amérique du Nord. La transition vers les véhicules électriques (VE) est un autre facteur qui façonne les perspectives pour les exportations du Canada.

¹ Comparatif de la tenue des exportations : janvier-août 2024 à janvier-août 2023.

² Wards

Figure 1 : Exportations canadiennes de véhicules automobiles et de pièces (en M\$)



Sources : Haver; Statistique Canada
Tableau 12-10-0175-01 de Statistique Canada

■ Exportations totales ■ Exportations américaines

Transition vers les véhicules électriques : son incidence sur la production

Cette année, l'élan des ventes de VE a commencé à s'essouffler en raison de certaines préoccupations du consommateur : le prix, les infrastructures de chargement et l'autonomie. En effet, au premier semestre, les ventes de véhicules électriques rechargeables (VER) sur le marché américain ont progressé d'à peine 10 % par rapport à la même période l'année précédente, et on s'attend à ce que les ventes³ glissent sous la barre des 40 % du total des ventes de VER aux États-Unis en 2023.

Confrontés à une croissance plus faible des ventes, à des coûts plus élevés et au spectre de la concurrence chinoise, les équipementiers de la filière électrique ont diminué leur production. Cette déconvenue s'ajoute à une possible réduction de la production annuelle chez certains équipementiers, lesquels ont investi dans le réoutillage de leurs installations pour être en mesure d'effectuer la transition des véhicules à moteur à combustion interne aux véhicules électriques. Voici certains exemples de constructeurs actifs au Canada :

Ford : Le constructeur, qui prévoyait réoutiller son usine d'Oakville en Ontario pour être en mesure de fabriquer des VE en 2027, a revu ces plans du fait de l'incertitude planant sur ce marché. Ford s'oriente plutôt vers la production en 2026 de camionnettes Ford Série F Super Duty, dont le moteur utilise l'essence comme carburant.

Stellantis : Les perspectives s'améliorent pour Stellantis, qui entend produire quatre types de véhicules électriques à ses installations de Windsor d'ici 2026, y compris le 100 % électrique Dodge Charger en 2024⁴. Tenant compte de l'incidence possible de l'adoption moins marquée des VE sur les ventes, l'entreprise produira également des versions de moteur à essence de son Dodge Charger en 2025.

General Motors (GM) : Entre 2023 et 2024, GM a stoppé la production de ses fourgonnettes électriques BrightDrop à Ingersoll pendant un intervalle de six mois en raison d'une pénurie de batteries. Le constructeur a commencé à assembler les batteries durant la seconde moitié de 2024 et a fait passer ses fourgonnettes électriques sous la marque Chevrolet. GM entend accroître la production et les ventes de ces fourgonnettes électriques en 2025.

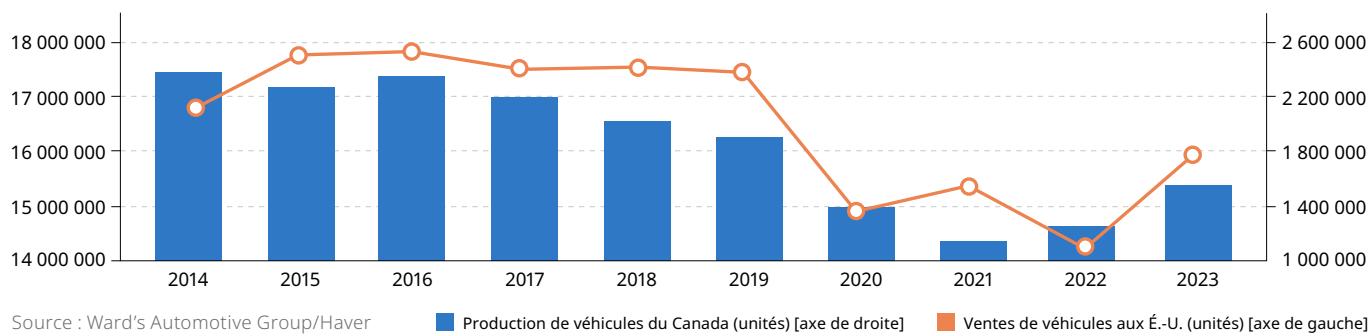
Malgré des retards notables touchant les projets de fabricants de batteries pour VE, notamment Northvolt et Umicore, les équipementiers poursuivent leurs investissements massifs dans le codéveloppement de cette filière, ce qui soutiendra la production de VE au pays dans un horizon à long terme. NextStar (la coentreprise formée de LG Energy et Stellantis, d'une valeur de 5 milliards de dollars) a démarré la production d'éléments de batterie à son usine de Windsor, qui pourra produire 450 000 véhicules électriques et répondre à 40 % des besoins de production prévus pour la filière des VE chez les équipementiers nord-américains.

Par ailleurs, Ultium CAM (la coentreprise créée par GM et POSCO Future M's, dont la valeur a atteint à 600 millions de dollars) qui est établie à Bécancour au Québec devrait commencer dès 2025 la production d'éléments actifs de cathodes, une composante essentielle dans la fabrication des batteries pour VE. En parallèle, Honda investira 15 milliards de dollars (le plus important investissement dans les chaînes d'approvisionnement de véhicules électriques au Canada effectué par un équipementier). Par cet investissement majeur, Honda souhaite créer une chaîne d'approvisionnement d'envergure dans la filière électrique, ce qui comprend une usine de montage de VE et des installations de fabrication de batteries à Alliston, en Ontario. Lorsqu'elle entrera en activité en 2028, l'usine de montage visera une production annuelle de 240 000 VE.

3 Les ventes de VER (en volume) renvoient ici aux ventes de véhicules électriques et de véhicules hybrides rechargeables pour le segment des voitures particulières.

4 Le [premier VE particulier construit au Canada](#) depuis la première édition limitée du RA4 (version électrique) en 2012-2014.

Figure 2 : Principaux indicateurs de l'offre et de la demande pour les exportations canadiennes de véhicules automobiles et de pièces



Source : Ward's Automotive Group/Haver

■ Production de véhicules du Canada (unités) [axe de droite]

■ Ventes de véhicules aux É.-U. (unités) [axe de gauche]





Agriculture à valeur ajoutée : secteurs actuels et émergents

– Prince Owusu, économiste principal

En 2023, le secteur canadien des produits agricoles primaires a contribué à hauteur de 1,6 % au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. Toutefois, l'incidence du secteur sur l'économie est encore plus importante en raison de la chaîne d'approvisionnement de denrées alimentaires à valeur ajoutée. À cet égard, il convient de rappeler que la transformation alimentaire est le secteur de la fabrication le plus imposant au Canada puisque son apport représente 14 % de la production réelle du secteur de la fabrication et 16 % de l'emploi dans la fabrication en 2023.

Portrait de la filière canadienne

Le Canada cultive et exporte des produits agricoles primaires de qualité supérieure, notamment le canola et le blé ainsi que le bétail et les porcs. Si certains de ces produits sont exportés directement par navire, de nombreux autres sont transformés et empaquetés ici même au pays avant d'être vendus sur les marchés locaux ou à l'international. Or, la valeur ajoutée conférée à ces produits agricoles (en l'occurrence, les activités de transformation, d'emballage et de commercialisation) accroît les retombées du secteur sur l'économie.

Les produits agricoles évoquent d'emblée l'image de champs de blé ondulant dans le vent ou encore de vastes troupeaux de bétail. Pourtant, la teneur à valeur ajoutée de pareils produits, issus de diverses transformations, est un concept plus difficile à saisir. Pour mieux le cerner, nous vous

proposons ci-dessous le portrait de quelques sous-secteurs d'intérêt : la transformation des viandes, les produits laitiers, la minoterie des céréales et des oléagineux, les pâtisseries, les boissons ainsi que les produits du tabac et du cannabis.

Transformation des produits carnés

La transformation des produits carnés est le premier sous-secteur de l'industrie alimentaire du Canada. Fait à noter, il contribue à un quart de l'apport économique et de l'emploi du secteur, ce qui comprend la transformation du bœuf, du porc, de la volaille et d'autres viandes en produits tels que les saucisses, les charcuteries et les plats congelés. Le bœuf albertain et le porc manitobain sont de produits phares de cette industrie. Les transformateurs de produits carnés du Canada sont réputés pour leur respect de normes élevées en matière de sécurité et de qualité alimentaires, ce qui rehausse leur attrait à l'échelle mondiale.

Sans surprise, les États-Unis sont la destination de choix des produits carnés canadiens. Néanmoins, l'entrée en vigueur en 2026 d'une nouvelle réglementation édictée par le Département américain de l'agriculture interdira la désignation des produits carnés canadiens comme étant d'origine américaine (« USA Product » ou « Made in America »), une décision qui pourrait se répercuter sur le secteur. Les exportateurs canadiens pourraient se tourner vers d'autres régions porteuses de débouchés, notamment l'Indo-Pacifique qui abrite une classe moyenne grandissante de plus en plus friande d'aliments riches en protéines.

Produits laitiers

Le secteur laitier canadien, reconnu pour son adhésion à des normes supérieures et à ses produits de qualité, est le théâtre de plusieurs activités à valeur ajoutée : production de fromages, de yogourt, de beurre, de lait et d'autres produits. Réputés pour leur goût riche et leur valeur nutritionnelle, les produits laitiers canadiens sont très prisés, tant au pays qu'à l'international. Le secteur peut compter sur un système efficace de gestion de l'offre qui assure la stabilité des prix au pays et la qualité. Or, le recours à ce système soulève un sujet de mécontentement chez certains partenaires commerciaux du Canada comme les États-Unis et la Nouvelle-Zélande⁵.

Précisons que, au sein de l'industrie alimentaire, la filière des produits laitiers contribue à hauteur de 12 % du PIB réel et de 11 % de l'emploi.

Céréales et oléagineux

Le Canada est un grand producteur de céréales et d'oléagineux, notamment de blé, de canola et de fèves de soja. La production de ces denrées comporte plusieurs activités à valeur ajoutée : transformer la matière première en farine, en céréales pour le petit-déjeuner, en huile de cuisson ou en nourriture pour les animaux. Les entreprises actives dans la transformation alimentaire peuvent compter sur des récoltes de qualité supérieure et de technologies de pointe, deux éléments essentiels pour produire une foule de produit correspondant aux besoins du marché. Les opérations de minoterie des céréales et des oléagineux pèsent pour 8 % du PIB réel de l'industrie alimentaire canadienne et pour 3 % de l'emploi dans cette filière.

Pâtisseries et tortillas

Le sous-secteur des pâtisseries et des tortillas est le troisième en importance de l'industrie alimentaire canadienne. Il contribue à hauteur de 16 % du PIB réel et de 20 % de l'emploi dans cette industrie. Cette filière est active dans la confection de pains, de biscuits, craquelins, de pâtes, de pâtisseries, de gâteaux et de tortillas.

On recense d'autres sous-secteurs dans l'agroalimentaire qui présentent une valeur ajoutée : les aliments des spécialités, les fruits et les légumes, les collations, les sirops, les assaisonnements et d'autres aliments préparés périssables. Toutefois, les boissons et les produits du tabac occupent une faible part de l'activité économique et de l'emploi au sein de l'ensemble de l'industrie alimentaire.

⁵ En octobre 2024, la Nouvelle-Zélande a lancé une procédure imposant l'obligation de négociation avec le Canada en vertu de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTGP), après qu'un panel d'arbitres a déterminé en 2023 que le système de quotas du Canada n'est pas cohérent avec ses obligations.



Figure 3 : Exportations de l'industrie alimentaire, selon les produits



Perspectives et secteurs en émergence

Le secteur canadien de produits agroalimentaires à valeur ajoutée a fait preuve d'une remarquable capacité de s'adapter aux demandes en constante évolution du consommateur. Ces derniers privilégiant de plus en plus les aliments plus sains, notamment faits de blé entier et sans gluten, ainsi que des aliments riches en protéines provenant de plantes et d'autres sources, les acteurs canadiens de l'industrie alimentaire étoffent leurs gammes de produits et adoptent des technologies novatrices en matière de transformation et empaquetage dans l'optique d'augmenter leur production et leurs exportations.

Fait digne de mention, les céréales cuites, les oléagineux et les animaux d'élevage de grande qualité provenant du Canada sont exportés aux quatre coins du globe. En 2023, le Canada a exporté près de 3 milliards de dollars en animaux vivants de même que 17,6 milliards de dollars en blé et en canola. Pourtant, ce secteur pourrait faire encore mieux sur la scène de l'exportation. En effet, ces produits agricoles bruts pourraient être transformés en produits intermédiaires ou finaux avant d'être exportés compte tenu des perspectives prometteuses de la filière canadienne de la transformation de produits agroalimentaires à valeur ajoutée.

En parallèle, il faudra surveiller la progression du sous-secteur en émergence de la transformation des céréales et des oléagineux. En ce moment même, la construction de plusieurs installations de concassage du canola dans les Prairies fera passer les capacités canadiennes de 11,3 millions de tonnes à 18 millions de tonnes au cours des cinq prochaines années. Cette expansion est motivée par la demande croissante en biocarburants comme le diesel renouvelable⁶ et le biodiesel⁷. Les efforts déployés pour réduire les émissions carbone agissent comme un incitatif pour intensifier la production et la transformation des céréales, ce qui passe notamment par les installations de concassage et minoterie. Ainsi, au Canada, la production de biocarburants pourrait chaque année être bonifiée de 4 milliards de litres d'ici 2027⁸, d'après les plans annoncés concernant la construction de nouvelles usines de transformation. Le raffermissement de la demande en biocarburants ouvre des débouchés porteurs pour les producteurs de récoltes à des fins énergétiques puisque, pour produire 1 milliard de litres de biodiesel, il faut environ 2,5 millions de tonnes métriques de canola.

L'essor de la classe moyenne dans la région de l'Indo-Pacifique devrait donner un coup de pouce aux exportations de céréales et de viandes. Dans ce contexte, des filières de premier plan comme le blé et le canola ainsi que la transformation de viandes seront assurément à surveiller. D'ailleurs, des entreprises envisagent déjà de rehausser leurs capacités de production. C'est le cas de JBS Foods Canada, qui a annoncé un investissement de 90 millions de dollars en Alberta afin de bonifier son offre de produits de boeuf. Dans la même veine, l'entreprise Winkler Meat compte agrandir son usine de transformation de viande porcine grâce à un investissement de 52,8 millions de dollars. Le programme fédéral du Partenaire canadien pour une agriculture durable⁹, assorti d'une enveloppe de 3,5 milliards de dollars sur cinq ans, contribuera à renforcer les capacités de transformation et la compétitivité de l'industrie agroalimentaire.

D'autres secteurs incontournables seront à surveiller. Nous pensons ici aux aliments à base de protéines végétales qui transforment les oléagineux, le soja et d'autres végétaux en produits tels que des substituts de repas, des poudres protéinées et des substituts aux produits laitiers. Par ailleurs, les aliments biologiques et de spécialités étant de plus en plus prisés, le secteur canadien des produits agricoles à valeur ajoutée diversifie son offre : produits alimentaires sans gluten, sans OGM et sans allergènes. Cette filière est soutenue par de rigoureuses normes d'homologation des produits bios et de la multiplication des exploitations agricoles biologiques, et ce, un peu partout au pays.

Le sous-secteur des produits agricoles à valeur ajoutée occupe une place de choix dans le paysage agricole canadien, car il contribue de manière substantielle à l'activité économique et offre des produits de grande qualité au consommateur. Il devrait maintenir son dynamisme et continuer d'innover et de prospérer en tirant parti l'évolution des préférences du consommateur et de l'émergence de nouveaux débouchés sur le marché.

⁶ Le diesel renouvelable est un diesel provenant de sources végétales et animales; il a la même composition chimique que le diesel, et est un carburant à part entière pouvant servir à faire tourner des moteurs à combustion.

⁷ Le biodiesel est un carburant diesel provenant de sources végétales et animales qui doivent être mélangées avec du diesel à base de pétrole.

⁸ REC – Aperçu du marché : De nouvelles installations de diesel renouvelable aideront à réduire l'intensité des émissions de carbone des combustibles au Canada https://www.marketsandmarkets.com/Market-Reports/north-america-renewable-diesel-market-55663882.html?gad_source=1&gclid=Cj0KCQjwyl24BhCtARlALo0fSCTH1BL2V-3qjh0Ci7YFmss6yxzllH6T3AE6nlvrksKj6T01gdcaAljmEA1w_wcB

⁹ Cette année, le gouvernement du Canada a affecté une enveloppe de 18,4 millions de dollars pour soutenir l'expansion des capacités de minoterie des céréales dans la région du Sud de l'Ontario.



Renaissance mondiale du nucléaire : réaliser le potentiel du Canada

- Zhenzhen Ye, analyste des risques pays

Le nucléaire répond à environ 10 % de la demande concernant l'électricité, ce qui en fait la deuxième source d'énergie à faible émission après l'hydroélectricité. Au cours des 50 dernières années, ce secteur a contribué à réduire les émissions de CO₂ de presque 55 gigatonnes, soit l'équivalent des émissions provenant de sources énergétiques¹⁰ pendant environ deux ans à l'échelle mondiale. Du fait de sa stabilité et sa facilité de distribution, l'énergie nucléaire offre une fiabilité accrue par rapport aux énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien.

Malgré ces avantages, la construction de centrales nucléaires comporte des coûts initiaux substantiels d'installation et s'accompagne de longs délais, ce qui limite considérablement l'adoption de cette forme d'énergie, en particulier dans les pays en développement. En outre, les préoccupations entourant la sécurité et la gestion des déchets constituent un enjeu public de premier plan.

Ces dernières années, on assiste à un retour du nucléaire. Dans le sillage de la crise énergétique, amplifiée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, plusieurs pays ont revu leur politique énergétique en misant sur les volets de

sécurité et d'une dépendance moindre aux combustibles fossiles. Par exemple, la Corée du Sud a renversé sa politique de renoncement et entend plutôt bonifier la part du nucléaire d'au moins 30 % dans son panier énergétique d'ici 2030. La France, pour sa part, prévoit construire jusqu'à 14 nouveaux réacteurs à l'horizon 2050. Le Canada emboîte aussi le pas en intensifiant ses investissements dans le nucléaire, tout particulièrement dans les petits réacteurs modulaires (PRM).

10 Déclaration nationale du Canada sur l'énergie nucléaire - Canada.ca



Un autre facteur participe à cette renaissance : les rapides avancées touchant l'intelligence artificielle (IA) et son adoption grandissante par une foule de secteurs. Pour développer l'IA, notamment entraîner de grands modèles, il faudra d'énormes capacités de calcul, des procédés gourmands en énergie. Ces infrastructures nécessitent une alimentation en énergie stable et constante. D'ici 2027, le secteur de l'IA pourrait chaque année consommer de 85 à 134 de terra-watt heure, soit l'équivalent de la demande annuelle en énergie d'un pays comme les Pays-Bas. Voilà pourquoi les grandes entreprises technologiques se tournent vers le nucléaire pour répondre aux besoins grandissants en énergie de l'IA¹¹.

Au-delà de facteurs comme la sécurité énergétique et le développement de l'IA, l'intérêt renouvelé à l'égard du nucléaire pourrait être attribuée au PRM. En effet, ce type de réacteur nucléaire peut produire jusqu'à 300 MW. En raison de sa taille et de son format, le PRM procure plusieurs avantages: il exige un investissement initial moindre, est plus facilement modulable et procure des éléments de sécurité améliorés.

Dans ce contexte favorable au retour du nucléaire, le Canada peut être appelé à jouer un rôle crucial en fournissant l'énergie nucléaire propre et fiable, et ce, au pays et à l'international. À ce chapitre, le Canada possède plusieurs atouts :

- Il possède les troisièmes réserves mondiales d'uranium :** Le Canada est le deuxième producteur et exportateur d'uranium. En 2022, pas moins de 80 % de la

production d'uranium était exportée dans le but de produire de l'électricité sur les marchés mondiaux.

- Technologie nucléaire de pointe conçue au Canada :**

Le réacteur CANDU (Canada Deuterium Uranium) de calibre mondial permet au Canada de s'imposer comme l'un des rares pays à offrir au marché commercial des réacteurs conçus ici même au Canada. Leur vente est autorisée en Inde, au Pakistan, en Argentine, en Corée du Sud, en Roumanie et en Chine.

- Politiques publiques en soutien au nucléaire :** Le

gouvernement fédéral accorde un crédit pour l'investissement atteignant jusqu'à 30 % pour les technologies propres et notamment les PRM. Parallèlement, la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) a élargi son mandat afin d'investir dans des projets permettant d'accélérer la transition vers une économie sobre en carbone, ce qui inclut le recours aux PRM¹².

L'énergie nucléaire est une composante essentielle du panier énergétique mondial, car elle offre une source d'électricité fiable et générant de faibles quantités de gaz à effet de serre (GES). La crise énergétique aux proportions mondiales et les percées technologiques contribuent à l'intérêt renouvelé pour le nucléaire, notamment des PRM. Le Canada peut compter sur ses vastes gisements d'uranium, la technologie nucléaire de pointe et des politiques gouvernementales appuyant le secteur. Somme toute, le Canada est bien placé pour s'imposer comme un fournisseur incontournable d'une énergie nucléaire fiable et durable sur la scène mondiale.

¹¹ Par exemple, Microsoft a récemment signé une entente avec Constellation Energy afin de relancer l'activité à la centrale nucléaire mise hors service de Three Mile Island. Quant à Google, elle a noué un partenariat avec Kairos Power, un constructeur de PRM, pour bonifier ses capacités à soutenir ses avancées en matière d'IA.

¹² En 2022, la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) a annoncé l'octroi d'un prêt de 970 millions de dollars pour développer le premier petit réacteur modulaire (PRM) canadien, un projet de 300 mégawatts à Darlington, en Ontario. Le Plan d'action des petits réacteurs modulaires du Canada, lancé en 2023, est assorti d'une enveloppe de 30 millions de dollars pour appuyer le secteur.



Exportations canadiennes : portées par l'or à court terme et les minéraux pour batteries de VE à long terme

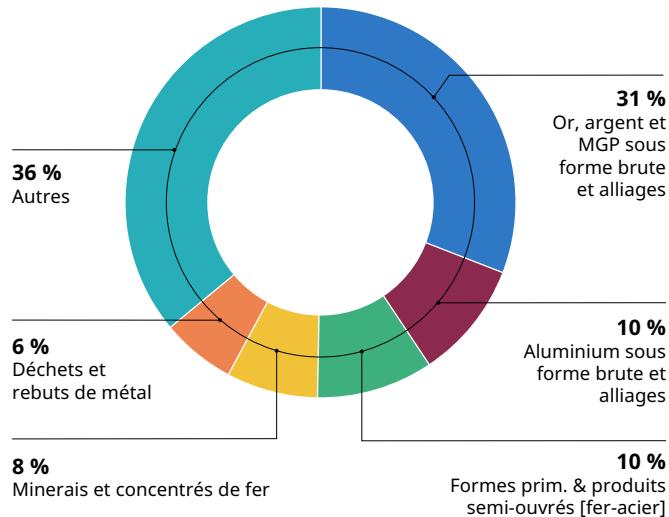
— Karicia Quiroz, économiste

Exportations canadiennes de minerais et de métaux

Malgré la détente des cours mondiaux de l'acier et du minerai de fer¹³, qui s'explique par la piètre tenue du marché immobilier chinois, les exportations nominales de minerais et de métaux du Canada se sont chiffrées à 76,8 milliards de dollars depuis le début de l'année (janvier à août 2024), soit un bond de 3,7 % par rapport à la même période en 2023.

Cette impulsion s'explique par une hausse de 33 % en rythme annuel des exportations d'or brut, d'argent ainsi que de métaux du groupe du platine (MGP) et d'alliages. Cette catégorie, surtout l'or¹⁴, pèse pour 31 % des exportations depuis le début de 2024, ce qui représente une embellie de 24 % par rapport à l'année précédente. Le cours de l'or a été catapulté à des sommets tout au long de 2024 et a même dépassé les 2 700 dollars américains l'once troy en octobre en raison de l'incertitude politique, la diminution des taux d'intérêt et l'élection américaine. Compte tenu de la flambée du cours aurifère, il n'est pas étonnant que les exportations canadiennes d'or se soient orientées à la hausse puisque les producteurs y trouvent leur compte.

Figure 4 : Exportations canadiennes de minerais et de métaux (cumul de 2024)



Sources : de Statistique Canada; Haver
MGP = Métaux du groupe du platine

13 [Steel sector: Global steel prices under pressure amid China's real estate downturn | Credendo](#)

14 Depuis le début de 2024, l'or a contribué à 96 % de ces exportations d'or brut, d'argent et de MGP (données établies à partir du [système harmonisé de codification](#) de Statistique Canada).

Les minéraux critiques jouent un rôle crucial dans la transition du Canada vers une économie sobre en carbone et tournée vers le numérique. Voici un portrait des exportations canadiennes de minéraux critiques¹⁵ :

- **aluminium brut et alliages (10%)** : métal polyvalent entrant dans la composition de bon nombre de technologies à faible intensité carbonique
- **minérais de fer et concentrés (8 %)** : matière première pouvant servir à la fabrication de l'acier vert si le minerai de fer est d'une grande pureté.
- **Minérais de cuivre et concentrés (4 %) ainsi que cuivre brut et alliages (2 %)** : intrants essentiels pour de multiples applications, notamment les énergies renouvelables, les systèmes de stockage d'énergie et les véhicules électriques (VE).
- **nickel brut et alliages (3 %)** : matière première pouvant servir à la fabrication de batteries pour véhicules électriques et de systèmes de stockage d'énergie.

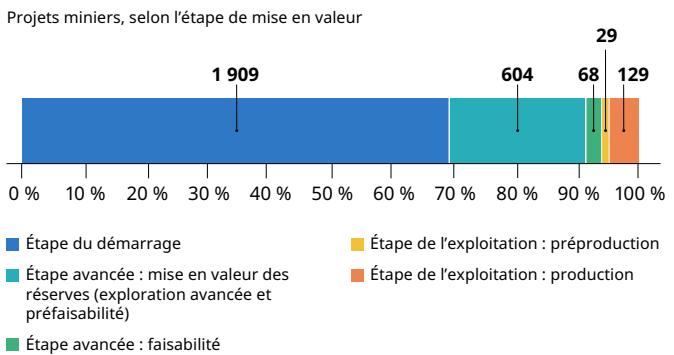
Les exportations d'autres minéraux critiques comme le cobalt, le lithium et les éléments de terres rares sont plutôt modestes du fait nombre moins important de projets visant à les mettre en valeur.

Canada : projets miniers et perspectives pour les exportations

L'agence S&P Global Market Intelligence a recensé au Canada 2 739 projets miniers en cours, dont 129 à l'étape de la production (c'est-à-dire soutenant les exportations) et 29 projets à l'étape de la préproduction, dont la construction pourrait aller de l'avant ou a débuté¹⁶.

À l'heure actuelle, on dénombre 61 projets de production aurifère¹⁷. Ce dynamisme imprimera un élan aux exportations canadiennes à court terme si l'on tient compte de la remarquable progression du cours de l'or en 2025

Figure 5 : Répartition des 2 739 projets miniers en cours au Canada
(octobre. 2024)



annoncée dans nos Perspectives économiques mondiales¹⁸. Dans le sous-secteur des minéraux critiques de premier plan, on recense 21 projets de production du cuivre, du nickel, du lithium, du graphite et des éléments de terres rares¹⁹, qui accapare une part moindre des projets à l'étape de la production.

On compte neuf projets en préproduction ciblant six minéraux critiques et d'autres s'ajouteront sans doute au cours des trois à cinq prochaines années. Pour ces projets, de possibles écueils – sous la forme d'une conjoncture de cours moins élevés, d'un financement limité et d'un nombre insuffisant d'installations de traitement – pourraient perturber le calendrier de construction, voire le lancement de la production. À ce propos, citons l'exemple de la société Arcadium Lithium qui a suspendu son projet Galaxy de production de concentré spodumène plus tôt cette année en raison du cours du lithium. En revanche, l'annonce par Rio Tinto selon laquelle cette société a fait l'acquisition d'Arcadium Lithium pourrait favoriser l'injection de nouveaux capitaux appuyant ce projet

15 Pour accéder à la liste , consulter : [Les minéraux critiques : une occasion pour le Canada - Canada.ca](#)

16 On dénombre 672 projets, pour lesquels il y a une estimation définie de ressources, qui ne sont pas encore passés à l'étape de production (étape avancée); et 1 909 projets dépourvus d'estimation de ressources (étape de démarrage). L'exploitation des gisements se fera dans un horizon à long terme, car le délai de production moyen s'établit à 18 ans, soit le temps écoulé entre la découverte et la production, selon les discussions tenues avec des experts à l'interne.

17 Dans l'analyse, les projets miniers seront présentés selon les produits de base primaires.

18 Services économiques d'EDC, *Perspectives économiques mondiales*, octobre 2024

19 Cet article portera sur les six priorités du gouvernement fédéral en matière de minéraux critiques : [Stratégie canadienne sur les minéraux critiques](#)



Pour atténuer les écueils, les producteurs intègrent les activités de production et de raffinage des minéraux critiques. C'est notamment le cas pour les projets touchant la chaîne d'approvisionnement des batteries pour véhicules électriques, qui sont susceptibles d'imprimer un élan aux exportations canadiennes dans un horizon à long terme.

Projet de mine Bissett Creek par la société Northern Graphite, en Ontario

Une fois en activité (sans doute en 2026), cette mine de graphite produira annuellement jusqu'à 44 000 tonnes de concentré de graphite de qualité supérieure entrant dans la fabrication des batteries. Une partie des matières extraites seraient acheminées à la future usine de fabrication d'anode de batterie (composante essentielle des batteries pour VE) de Northern Graphite dans la belle province.

Projet minier Whabouchi de la société Nemaska Lithium, au Québec

La mine, dont la production commerciale débuterait en 2025, générerait 235 000 tonnes de concentré de spodumène. Ce minéral sera converti en hydroxyde de lithium, un composé essentiel dans la composition des batteries de véhicules électriques aux installations de la société Bécancour au Québec. L'usine produirait à terme chaque année 32 000 tonnes d'hydroxyde de lithium d'ici 2026.

Projet minier Matawinie de la société Nouveau Monde Graphite (NMG), au Québec

Le projet, qui se trouve à la deuxième étape de sa construction, devrait produire chaque année 103 000 tonnes de concentré de graphite (97 % de graphite lamellaire purifié) d'ici 2027. La plus grande partie du minéral extrait sera acheminé à l'usine de composants pour batteries de NMG à Bécancour, qui devrait générer 43 000 composantes matérielles pour anode active d'ici 2027.



Exploiter l'avantage du Canada dans les technologies propres

— Prerna Sharma, économiste principale

C'est un fait notoire : les produits environnementaux et de technologies propres (ETP) apportent une contribution décisive aux efforts pour atténuer les changements climatiques et atteindre la carboneutralité. Chaque année, EDC publie son [Rapport sur les technologies propres](#) qui fait état des tendances du secteur et des derniers développements dans cette sphère. Nous vous proposons ici une analyse de fond de cette filière canadienne en faisant ressortir son rôle croissant dans la formulation de nos perspectives à l'exportation.

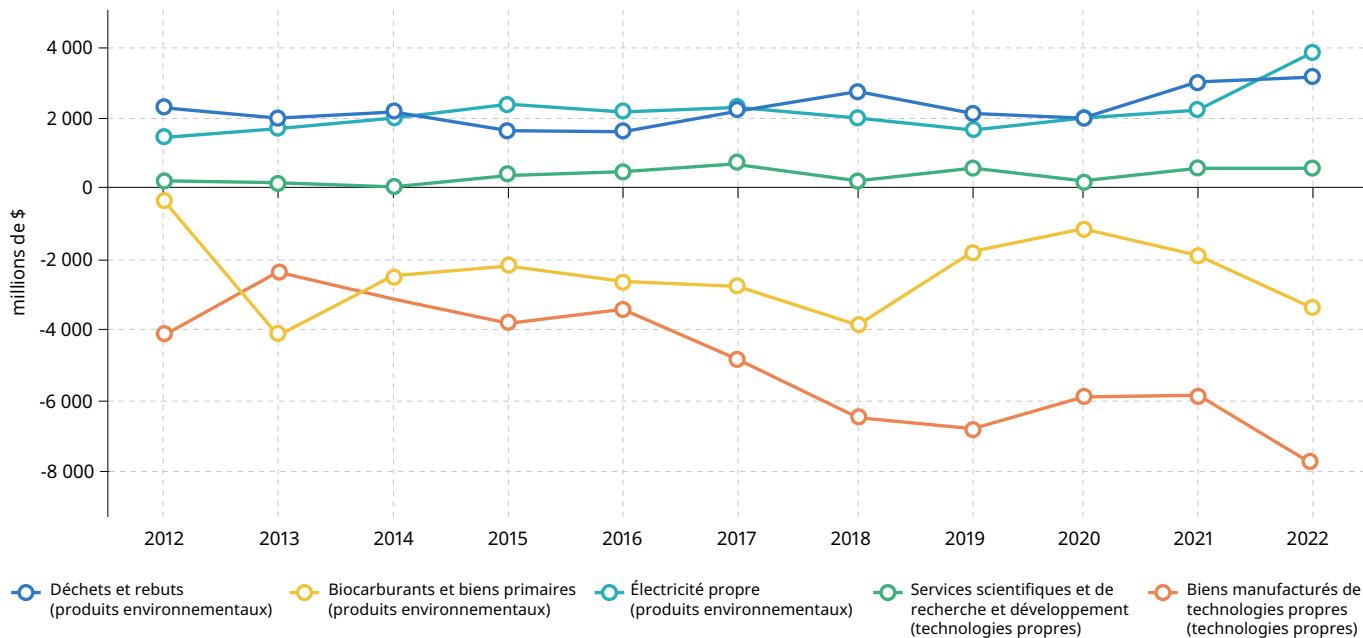
Selon la taxonomie établie par le gouvernement du Canada, le secteur ETP englobe plus de 300 activités. Pour sa part, Statistique Canada le définit comme un bien, un service ou une activité réduisant les retombées négatives sur l'environnement au moyen de ce qui suit :

- activité de protection de l'environnement (ex. dispositifs de filtrage des émissions carboniques utilisés dans une usine)
- utilisation durable des ressources naturelles (ex. moins de bois pour fabriquer un élément de mobilier)
- utilisation de biens modifiés en vue d'abaisser leur consommation en énergie ou en ressource en deçà des normes fixées.

Le secteur des ETP joue un rôle considérable dans l'économie canadienne. En 2022, le secteur a contribué à hauteur de 80 milliards de dollars au PIB canadien (3,5 %) et sa contribution ne cesse de progresser depuis 2012. Au départ, la prédominance grandissante de cette filière s'expliquait par la synergie entre les technologies propres et les robustes secteurs des ressources et des services publics. Ces derniers ont participé à environ 40 % de l'apport des ETP au PIB du Canada en 2022 au vu de leur important rôle au sein de notre économie.

La présence d'un réseau de jeunes pousses très dynamique, soutenu par des centres d'innovation d'excellence dans les institutions d'enseignements, a permis d'acquérir une expertise cruciale dans cette sphère, ce qui a créé des

Figure 6 : Balance commerciale des PETP, par sous-catégorie*



Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC
 PETP = produits environnementaux et de technologies propres
 *commerce : balance net/surplus = + ou -

débouchés à l'export pour de nombreux acteurs au Canada. Les exportations ETP n'ont cessé de progresser, sauf en 2020 lors du passage à vide lors de la pandémie.

Elles ont atteint un sommet inédit en 2022, à 20,9 milliards de dollars (2,2 % des exportations totales du Canada). Il s'agissait d'une hausse sensible en rythme annuel par rapport à 2021, qui était portée par une envolée de 73 % en glissement annuel des exportations d'électricité propre, favorisée par la mise en service d'un plus grand nombre d'installations d'énergies renouvelables.

Même si elle constitue une faible part des exportations ETP du Canada, les exportations d'électricité propre profitent de perspectives encourageantes, à la faveur de l'intégration accrue des réseaux électriques aux États-Unis. De fait, l'électrification demeure une dynamo de la performance du secteur ETP canadien alors que la plupart des exportations sont dérivées de sources d'énergie renouvelable ou sobre en carbone (y compris le nucléaire). Au-delà de l'électricité propre, les exportations de produits d'énergie propre (notamment des biens et services de technologies propres) ont augmenté de 9 % de 2021 et 2022. Dans l'ensemble, les exportations ETP ont réalisé un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 0,49 % au cours de la dernière décennie.

Tributaire des importations ETP, la balance commerciale du Canada est en territoire déficitaire depuis 2012, ce qui s'explique avant tout par les importations de produits de technologies propres fabriqués et de produits environnementaux primaires (ex. les biocarburants). Toutefois, abstraction faite de ces deux catégories, la majorité des échanges commerciaux se déroulent selon des flux plutôt stables, la croissance des excédents atteignant les deux chiffres dans certaines catégories plus importantes telles les exportations de déchets et rebuts ainsi que d'électricité.

Il y a cependant une ombre majeure au tableau : la capacité limitée à générer des exportations et des excédents commerciaux dans la sphère des services ETP (ex. gestion des services de déchets et services de soutien aux technologies propres). Comme les services représentent une grande part de la production et de la valeur ajoutée dans l'économie canadienne²⁰, les entreprises canadiennes présentent dans la sphère ETP devront être actives dans ces sphères pour se tailler de plus grandes parts du marché mondial des technologies propres (voir la figure 10).

20 Calcul des extrants et données à valeur ajoutée : edc-explore-canada-cleantech-sector.pdf



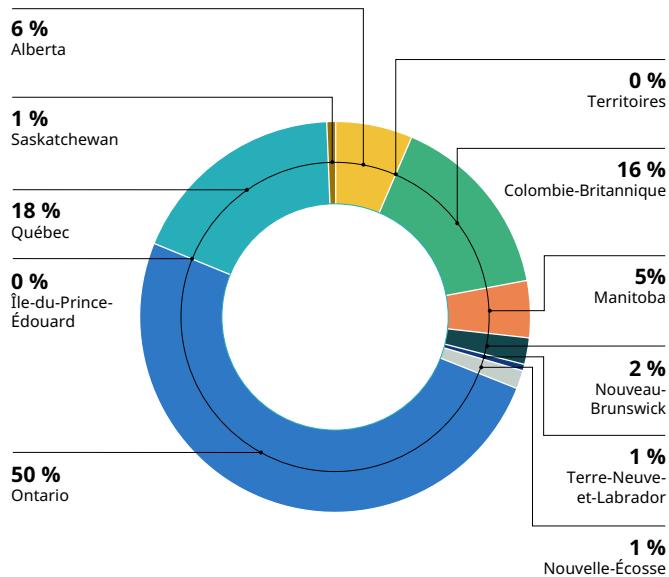
Faits saillants à l'échelle provinciale

En 2022, l'Ontario a contribué à 50 % des exportations ETP du Canada (valeur dépassant les 10 milliards de dollars), suivie du Québec (18 %) et de la Colombie-Britannique (16 %) (voir la figure 11). La prédominance de l'Ontario dans le secteur ETP n'est pas étonnante étant donné l'apport majeur de la province à l'économie canadienne, à son économie diversifiée et à son importante population.

Au pays, c'est l'Ontario qui est de loin le plus grand exportateur de produits ETP avec plus de la moitié des exportations totales de cette filière entre 2012 et 2022. Ainsi, l'Ontario mène le bal (61 %) pour ce qui est des exportations de produits de technologies propres pendant cet intervalle. Sa position dominante dans ce sous-secteur demain demeure supérieure à l'ensemble des exportations ETP, qui comprend les biens et les services de technologies propres et environnementaux. Récemment, le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont augmenté leurs parts de marché d'exportations ETP en raison du développement de pôles d'expertise, de connaissances et d'innovation dans ces provinces. Par exemple, la Colombie-Britannique et l'Alberta profitent d'un écosystème dynamique pour les nouvelles technologies propres comme l'utilisation de l'hydrogène ainsi que le captage, le stockage et l'utilisation du carbone.

Il sera primordial de tirer parti des ressources sobres carbone d'une manière qui soit cohérente avec l'atteinte des objectifs climatiques et de promouvoir les technologies menant à une décarbonation élargie. À ce chapitre, les exportations ETP ouvrent un horizon très prometteur pour le Canada alors que se développent au pays de multiples

Figure 7 : Exportations de PETP, par province



Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC
PETP = produits environnementaux et de technologies propres

secteurs d'expertise et d'innovation. Compte tenu de la forte intégration entre la filière automobile et d'autres secteurs, sa proximité géographique avec les États-Unis de même que ses liens étroits avec le reste du monde, le Canada est en bonne posture pour que son secteur ETP récolte des retombées économiques substantielles.



Exportations de services : le Canada éclipse ses rivaux

— Hassan Goreja, économiste principal, et Aya Id.hya, associée débutante

Par le passé, l'économie canadienne se définissait par son secteur de matières premières. Or, l'activité est désormais résolument tournée vers les services. Ces dernières années, ce secteur²¹ de l'économie a contribué à 71 % du PIB, un taux qui s'approche de la moyenne de 70 % des nations membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

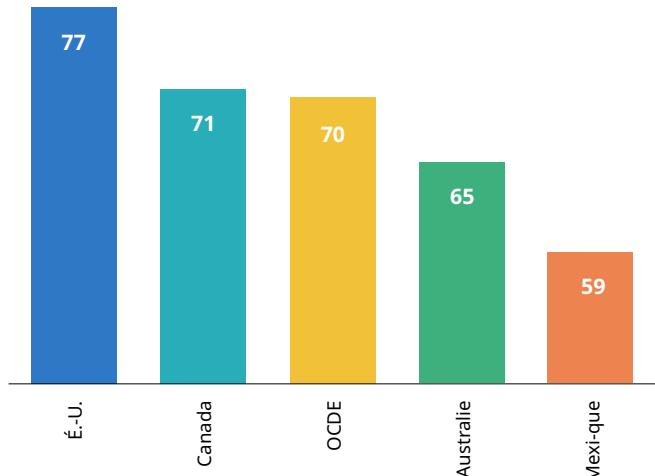
Même si l'apport du secteur des services s'est établi à tout près de 5 % du PIB canadien en 2023, ses exportations en valeur totale (soit 17 %) restent à la traîne par rapport à celle des marchandises. Cette disparité fait écho à celle observée dans les pays du G7, notamment l'Australie et le Mexique où le secteur des services joue un rôle similaire de premier plan dans l'économie.

Les exportations de service englobent le transport, les télécommunications, les services financiers et d'autres services commerciaux. Cette dernière catégorie – regroupant les services consultatifs de gestion et de TI ainsi que des services liés à la propriété intellectuelle – se taille la part du lion (64 %) des exportations totales de service entre 2015 et 2024, et elle est suivie des services de voyage (23 %) et des services de transport (12 %).

À titre de comparaison, l'Australie – pays également riche en ressources naturelles – présente un secteur des services résolument axé sur les services de voyage, qui pèse pour 58 % du total. Quant aux services commerciaux, leur contribution est moindre (32 %), ce qui témoigne de l'activité moins importante des secteurs, tels que les services financiers et d'assurance, par rapport au Canada.

Par ailleurs, les services de transport forment à peine 8 % des exportations australiennes de services, une part qui est également inférieure à celle du Canada.

Figure 8 : Commerce de services (en % du PIB), moyenne de 2018 à 2023



Sources : Banque mondiale; Statistique Canada; Services économiques d'EDC

Nota – Pour les États-Unis et les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), nous utilisons les données de 2018 à 2021.

21 Moyenne entre 2018 et 2023

La concentration australienne des services de voyage tient sans doute au dynamisme de l'activité touristique et à la distance à parcourir pour se rendre en Australie.

Les États-Unis sont de loin le premier partenaire commercial du Canada dans le secteur des services. Ce marché pesait pour environ 54 % des exportations de services entre 2015 et 2024. Qui plus est, les touristes américains constituent environ 80 % des personnes de l'étranger visitant le Canada. L'Union européenne (UE) et la région indo-pacifique sont les destinations de quelque 13 % des exportations canadiennes de services.

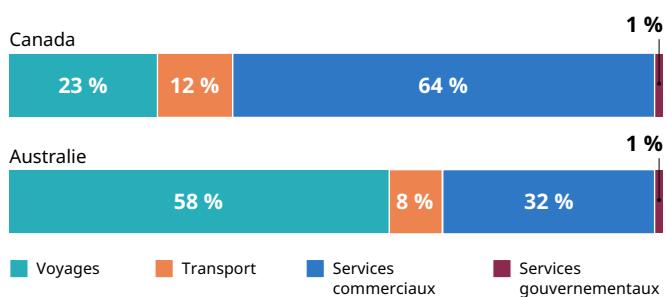
L'essor des exportations de services du Canada est soutenu ces deux dernières années. De 2015 à 2023, le taux de croissance annuelle composé (TCAC) des exportations de services s'est établi à 0,72 %. Ce taux était légèrement supérieur au taux moyen de l'OCDE (0,69 %) et du G7 (0,70 %). Cette progression soutenue place le Canada parmi les économies développées les plus performantes. De fait, le Canada a affiché le deuxième taux de croissance le plus élevé au chapitre des exportations de services au sein des nations du G7, et il est devancé uniquement par les États-Unis.

Il convient de préciser que la tenue des exportations de services du Canada a été meilleure que celle de l'Australie, dont le taux était légèrement moins robuste (0,65 %), et du Mexique (0,66 %) qui est membre de l'Accord Canada –États-Unis–Mexique (ACEUM).

La croissance des exportations canadiennes de services garde le cap, à un moment où les marchés mondiaux reconnaissent de plus en plus la valeur des services. Pour preuve, entre 2022 et 2023, la croissance des exportations des services des pays du G7 se chiffrait à 8,6 %, soit largement supérieure à la croissance générale des exportations de l'OCDE (1,2 %). Cette tendance illustre le virage mondial vers des économies axées sur le secteur des services à forte valeur ajoutée, et le Canada emboîte lui aussi peu à peu le pas.

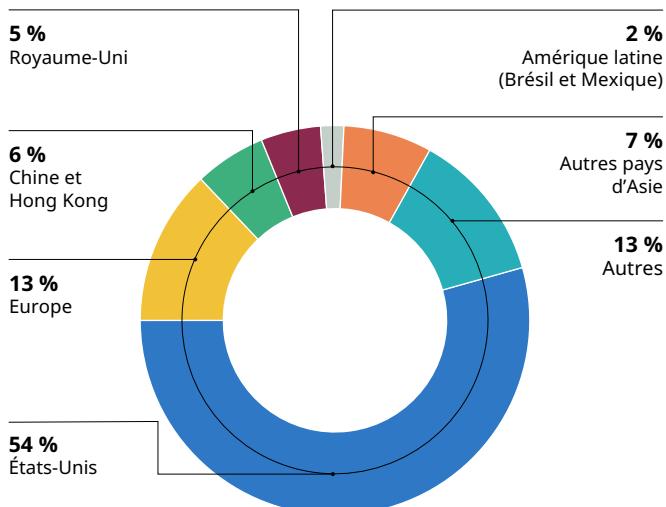
Les gains à ce chapitre sont une bonne nouvelle, mais il y a de place à la croissance dans des domaines comme les technologies propres, la recherche et les services numériques. Le Canada gagnerait aussi à intensifier ses échanges avec des partenaires commerciaux comme l'Indo-Pacifique, une région qui regorge de débouchés prometteurs.

Figure 9 : Exportations de services, par sous-composante, 2015-2024 (Canada par rapport à l'Australie)



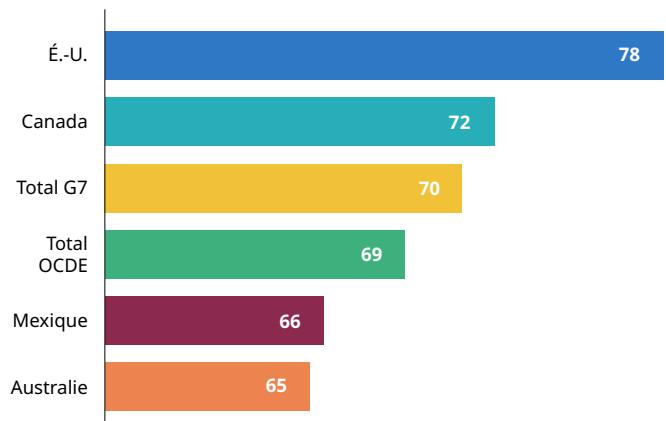
Sources : Statistique Canada; Bureau de la statistique de l'Australie; Services économiques d'EDC

Figure 10 : Exportations canadiennes de services, par destination, 2015-2024



Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC

Figure 11 : TCAC des exportations de services, 2015-2023



Sources : Haver Analytics; OCDE; Banque mondiale; Services économiques d'EDC
TCAC = taux de croissance annuel composé



Demande dans l'Asie du Sud-Est : tendances et occasions

—Nadeem Rizwan, analyste des risques pays et Gabriel Vermette, analyste principal associé des risques pays

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est un bloc économique dans la région de l'Asie du Sud-Est regroupant 10 pays membres : le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire du Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. L'ANASE, dont le produit intérieur brut (PIB) dépassait les 3 780 milliards de dollars américains en 2023 et la population était de plus de 689 millions d'habitants cette même année, est un pôle majeur de l'activité manufacturière et commerciale à l'échelle mondiale. L'ANASE compte parmi les marchés de consommateurs à la croissance la plus rapide, une croissance tirée par l'essor de la classe moyenne.

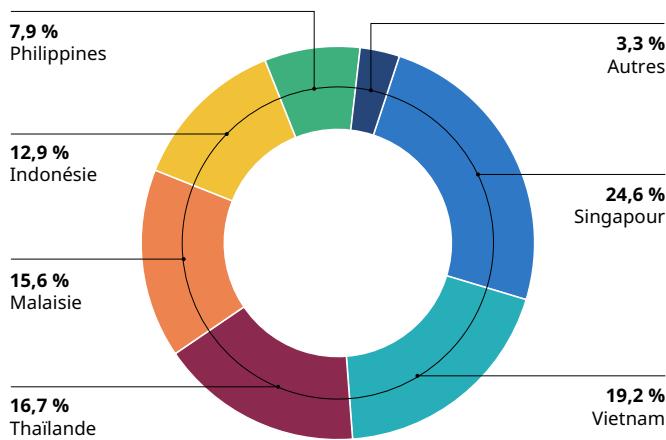
Au vu de cette remarquable croissance, le Canada devra impérativement resserrer ses liens commerciaux avec cette région pour diversifier son portefeuille d'exportation et réduire sa dépendance à ses marchés traditionnels. Nous vous proposons ici de dresser le portrait de l'évolution des importations de l'ANASE en provenance du Canada et d'autres pays du globe ainsi que de cerner les tendances et les occasions pour les exportateurs canadiens sur ces marchés.

La région de l'ANASE connaît une croissance rapide des importations de marchandises, ce qui est une riche source de débouchés pour les exportateurs canadiens. De 2017 à 2023, ses importations de marchandises ont bondi d'un plus

de 36 % pour atteindre les 1 700 milliards de dollars américains en 2023, ce qui représente 7,8 % du total mondial. Sur une base annuelle composée, le taux de croissance moyen des importations de marchandises de l'ANASE (5,3 %) a éclipsé celui du taux mondial (3,9 %) et celui des États-Unis (4,7 %) durant la même période.

Soulignons que Singapour est le premier marché d'importation de marchandises de l'ANASE, représentant près du quart des importations totales de la région en 2023. Dans ce classement, la cité-État est suivie du Vietnam (19,2 %), de la Thaïlande (16,2 %), de la Malaisie (15,6 %), de l'Indonésie (12,9 %) et des Philippines (7,9 %).

Figure 12 : Importations de l'ANASE, par pays



Sources : Comtrade de l'ONU; Services économiques d'EDC
ANASE = Association des nations de l'Asie du Sud-Est

Exportation et développement Canada (EDC) possède un bureau régional Singapour et a ouvert des représentations en Indonésie, au Vietnam, au Japon et aux Philippines pour mieux épauler les exportateurs s'implantant sur ces marchés.

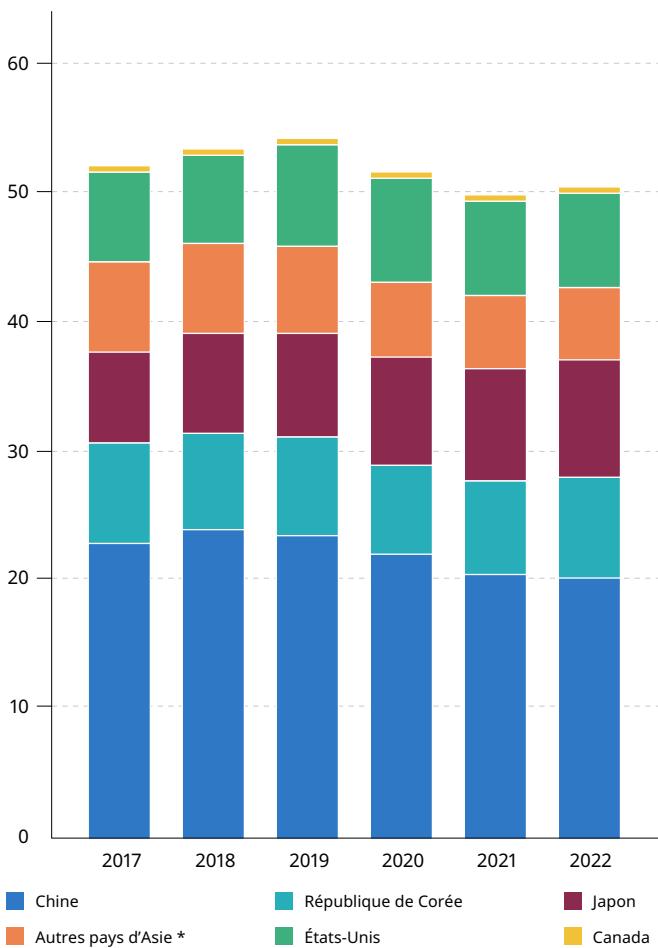
La plupart des importations de l'ANASE proviennent d'Asie, la Chine s'imposant comme le premier pays exportateur vers la région. En effet, la part des importations de la région en provenance de la Chine est passée de 20,3 % en 2017 à 23,1 % en 2022. Les importations auprès d'autres pays asiatiques non précisés²² ont également augmenté, leur contribution aux importations totales passant de 5,6 % à 7 %. En revanche, on constate une diminution de la part des importations de la Corée du Sud, du Japon et des États-Unis (voir la figure 13) durant le même intervalle. Même si les importations de l'ANASE auprès du Canada ont grimpé de 54,9 % de 2017 à 2022, la part de marché du Canada est restée inchangée à 0,5 %, ce qui l'a relégué au 26^e rang des importateurs en 2022. Ce classement illustre le potentiel de croissance des exportations canadiennes dans la région de l'ANASE.

En 2022, plus de la moitié des importations de l'ANASE étaient constituée des produits électroniques, de la machinerie et des carburants d'origine minérale. Cette composition témoigne de la robuste demande pour les produits issus des secteurs de la fabrication et technologiques. La part des produits électroniques au sein des importations de l'ANASE s'est accrue, passant de 23,7 % en 2017 à 25,9 % en 2022, tandis que celle de la machinerie a reculé, soit de 12,5 % à 10,4 %.

Au fur et à mesure que la région de l'ANASE s'industrialise et avance dans la chaîne de valeur, il y a fort à parier que la demande pour des produits industriels complexes se raffermira. De par l'ampleur de ses importations auprès de la Chine, l'ANASE est exposée aux perturbations des chaînes logistiques. Dans ce contexte, l'ANASE doit chercher à diversifier ses marchés d'importation, ce qui naturellement ouvre des débouchés pour les exportateurs canadiens.

La demande d'importation de produits agricoles et alimentaires (notamment de céréales, de viandes, de produits de la mer et d'aliments transformés) demeure stable, les importations totales de la région étant passées de 7,5 % en 2017 à 7,7 % en 2022. Les perspectives devraient rester inchangées en raison de l'augmentation des revenus et de la priorité accordée à la sécurité alimentaire.

Figure 13 : Cinq principales sources d'importation de l'ANASE et le Canada



*Aucune précision n'est donnée ailleurs

Sources : Banque mondiale, Statistique Canada, Services économiques d'EDC
Nota - Données de 2018-2021 pour les É.-U. et l'OCDE

²² Les Nations Unies ne publient pas les statistiques commerciales liées à Taiwan. Toutefois, les données regroupées sous la mention Autres pays d'Asie, non précisés ailleurs, donnent un bon aperçu. En théorie, les données liées au commerce du continent asiatique, sans précision de pays, pourraient se retrouver dans cette catégorie. En pratique, seules les données pour l'activité commerciale de Taiwan sont consignées au moyen de ce code. Source : https://www.cepii.fr/CEPII/en/bdd_modele/bdd_modele_item.asp?id=37

Tableau 1: Dix principales catégories de produits importés du Canada par les pays de l'ANASE (2022)

Code à deux chiffres du Système harmonisé	Catégorie de produit	Part (en %) des importations totales
85	Machines et matériel électriques	25,9
27	Huiles et combustibles minéraux	18,0
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins	10,4
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3,7
72	Fer et acier	3,2
71	Perles fines, gemmes et métaux	3,2
87	Voitures, tracteurs, cycles et autres véhicules	2,8
90	Instruments et appareils d'optique, de photographie et de cinématographique (2018 – décembre)	2,3
29	Produits chimiques	2,0
38	Produits divers des industries chimiques	1,6

Sources : Comtrade de l'ONU; Services économiques d'EDC

Tableau 2 : Dix principales catégories de produits importés du Canada par les pays de l'ANASE et leur statut (2022)

Code à deux chiffres du Système harmonisé	Catégologie de produit	Part (en %) des importations totales de l'ANASE en provenance du Canada	Part (en %) de marché du Canada dans les pays de l'ANASE	Rang selon les parts de marché
31	Engrais	24,4	18,1	2
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins	13,7	0,7	19
10	Céréales	10,4	5,2	7
47	Pâte du bois	6,4	10,9	2
85	Matériel et pièces électriques	5,6	0,1	25
71	Perles fines, gemmes et métaux	4,6	0,7	20
02	Viandes et abats comestibles	3,8	4,5	6
12	Oléagineux	3,7	4,6	5
44	Bois et ouvrages en bois	2,4	3,4	7
90	Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	2,3	0,5	24

Sources : Comtrade de l'ONU; Services économiques d'EDC



Le tableau des parts de marché accaparées par les secteurs canadiens en tête des importations de l'ANASE est quant à lui pour le moins nuancé. En effet, les engrais et la pâte de bois se hissent au sommet, le Canada détenant respectivement 18,1 % et 10,9 % des parts de marchés pour ces deux catégories, ce qui le classe au deuxième rang pour ces deux produits de base. Pour leur part, les céréales, les viandes, les abats ainsi que les oléagineux occupent un classement satisfaisant, soit dans les dix premiers (voir le tableau 2).

En revanche, au chapitre des parts de marché, les réacteurs nucléaires, les , la machinerie et les produits électroniques, le Canada occupe les 19^e et 25^e rangs. Vu l'avantage concurrentiel qu'il détient dans ces grandes catégories – notamment les chaudières, la machinerie, les produits électroniques, les oléagineux et les produits ligneux –, le Canada aurait d'excellentes chances d'accroître ses parts de marché dans ces catégories.

Les exportateurs canadiens doivent composer avec une vive concurrence de la part d'acteurs régionaux et mondiaux sur les marchés de l'ANASE. Rappelons que la région est une zone de libre-échange qui permet aux pays membres de se livrer à des activités commerciales communes moyennant l'imposition de droits tarifaires minimaux.

Fait à noter, l'ASEAN a scellé des accords de libre-échange avec la Chine, le Japon, la Corée, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Les États-Unis sont déjà très présents dans la région, alors que l'Australie considère l'Asie du Sud-Est comme un marché d'une importance vitale pour réduire la dépendance de son économie à la Chine. Même si la négociation d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE est toujours en cours, notre pays profite déjà d'un accès préférentiel au marché du Brunei, de la Malaisie, de Singapour et du Vietnam en tant que signataire de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressif (PTGP).

Les exportateurs canadiens peuvent tirer parti des occasions que recèle le marché de l'ANASE en offrant des produits de grande qualité et des solutions novatrices, en faisant des recherches exhaustives sur le marché et y en nouant des partenariats stratégiques. Le fait qu'EDC augmente le nombre de ses représentations dans la région aidera aussi les exportateurs canadiens à intensifier leur présence sur ce marché, à diversifier leur portefeuille commercial et à être moins tributaire des marchés traditionnels.

A large stack of logs in a forest with snow-capped mountains in the background.

SECTION 2 : PRÉVISIONS À L'EXPORTATION



Rebond des exportations mondiales sur fond d'incertitude persistante

—Meena Aier, gestionnaire

En 2024, nous tablons sur une croissance mondiale des exportations réelles de 4,1 %, contre à peine 1 % en 2023. Les exportations de services ont repris du mieux, les tensions inflationnistes se relâchant et les banques centrales abaissant leur taux directeur.

En 2024, nous anticipons que la croissance mondiale des exportations réelles de biens se fixera à 3,6 %, et que celle des services progressera au vigoureux taux de 6,5 % (voir la figure 14). Le sursaut des exportations de biens est impressionnant compte tenu de la performance plutôt terne, inscrite en 2023. Le relâchement des tensions sur la chaîne d'approvisionnement²³, surtout en première moitié d'année, a contribué à modérer la progression du cours des matières premières, une conjoncture qui sera favorable à la croissance pendant le reste de 2024.

En première moitié d'année, c'est l'excellente tenue des exportations chinoises qui a donné une forte impulsion aux exportations mondiales. La Chine contribue à hauteur d'environ 25 % aux exportations mondiales, et tout changement notable au secteur des exportations dans ce pays a des répercussions à l'échelle du globe. En 2024, les Services économiques d'EDC s'attendent à une croissance des exportations réelles de la Chine de plus de 12 % (voir la figure 15).

Les constantes avancées touchant les technologies d'intelligence artificielle, de pair avec la forte présence de la Chine dans la filière du matériel informatique, ont permis aux exportations de garder le cap malgré d'autres faiblesses au sein de l'économie. Les exportations de la zone euro se sont aussi redressées, mais les progrès restent modestes en raison de problèmes structurels sous-jacents touchant surtout l'investissement, la productivité de même qu'un accès à l'énergie fiable et à faibles coûts. De leur côté, les États-Unis restent sur leur belle lancée grâce à la bonne tenue de leurs exportations plutôt diversifiées.

Malgré des perspectives positives pour 2024, les Services économiques d'EDC anticipent une croissance en demi-teinte en 2025. L'essor des exportations mondiales réelles devrait s'établir à 2,8 % en 2025 en raison d'éléments moins performants dans les exportations de biens (2,6 %) et de services (3,7 %).

23 Global Supply Chain Pressure Index, Federal Reserve Bank of New York. <https://www.newyorkfed.org/research/policy/gscpi#/interactive>

Figure 14 : Croissance des exportations réelles à l'échelle mondiale

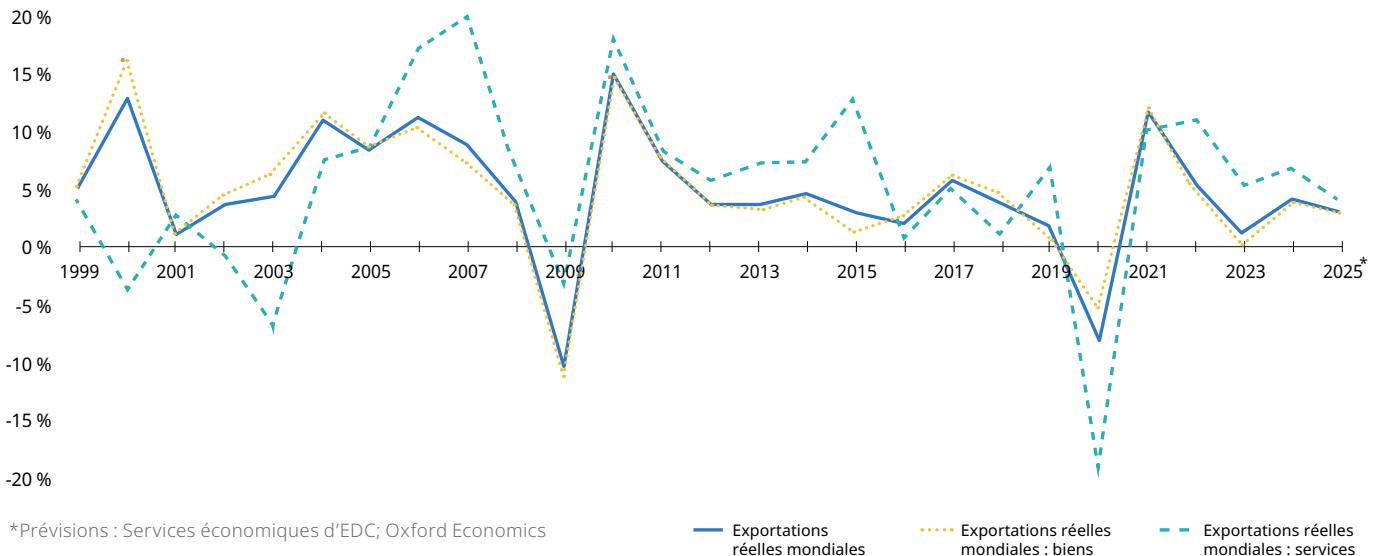
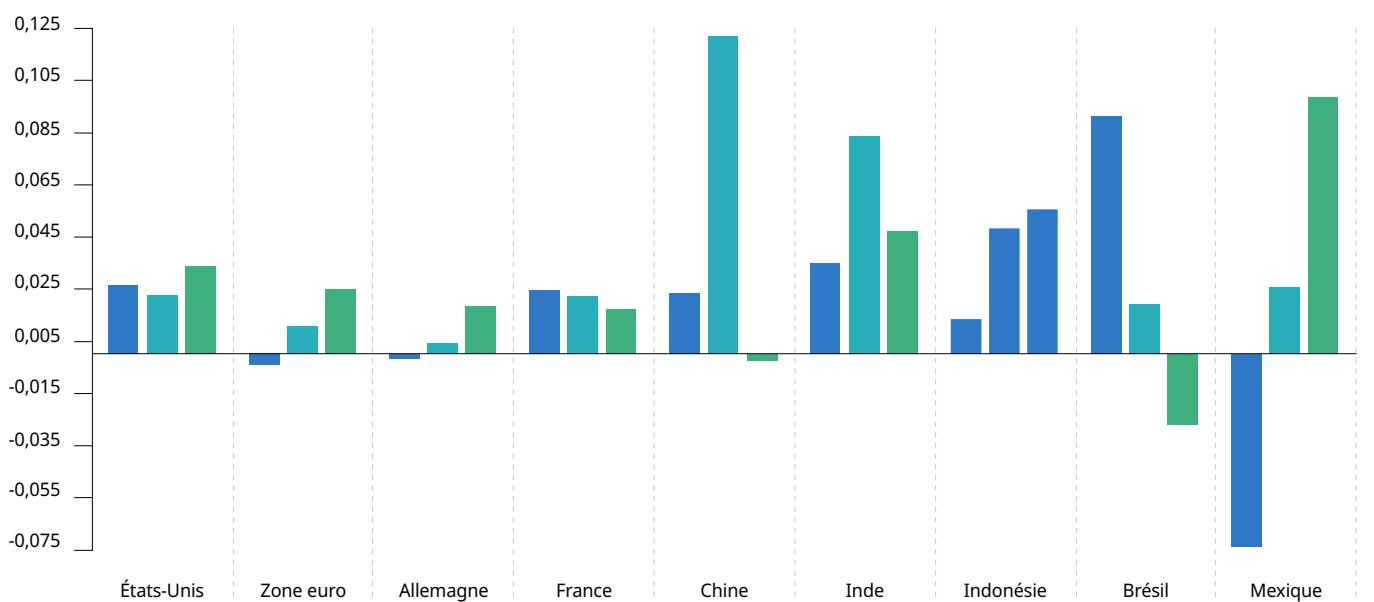


Figure 15 : Taux de croissance réelle des exportations totales pour les grandes économies



*Prévisions

Les taux pour la zone euro tiennent compte des taux de croissance de l'Allemagne et de la France.
Sources : Services économiques d'EDC; Oxford Economics

2023 2024* 2025*

Comme en 2024, la croissance des exportations mondiales sera le plus impactée par la tenue de l'économie de la Chine. Malgré la robustesse des exportations pour la majeure partie de l'année, les indicateurs prospectifs de la Chine ont commencé à tourner au rouge. La nouvelle administration aux États-Unis aura une incidence déterminante sur l'évolution de cette situation.. Il y a certes un consensus

bipartite en faveur de l'imposition de droits de douane sur certains produits chinois, mais une vive incertitude plane sur l'étendue, la durée et l'ampleur de ces droits. La persistance de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ainsi que le conflit au Moyen-Orient pourraient accentuer le clivage sur le plan géopolitique et faire apparaître des lignes de faille dans le système commercial mondial²⁴.

24 Campagna, Susanna. Perspectives pour la Chine, [Perspectives économiques rouge d'EDC](#)



C'est déjà le cas, comme l'illustre le recul de cinq points de pourcentage du commerce des marchandises entre des blocs distincts sur le plan géopolitique de 2022 au premier trimestre de 2024, par rapport aux moyennes enregistrées entre 2017 et 2022. Pendant cette période, l'activité commerciale au sein même des blocs avait diminué d'à peine 2,5 points de pourcentage²⁵. Ainsi, malgré un taux stable de la croissance de l'ensemble des exportations – en particulier exprimé comme un rapport au PIB –, la circulation des marchandises a, à tout le moins, commencé à se réorienter.

La trajectoire de la croissance des exportations reste fortement incertaine du fait de la possibilité d'une escalade des guerres commerciales et la survenance d'autres bouleversements de la structure géopolitique mondiale. Un tel scénario aurait de profondes répercussions; il pourrait notamment entraîner une nette réorientation des chaînes d'approvisionnement et des flux d'investissement à l'échelle de la planète. Et nous savons que toute perturbation de la libre circulation des biens risque d'avoir un effet d'entraînement sur l'investissement, le transfert de savoir, la productivité et à terme les perspectives de croissance mondiales. Nous nous attendons à ce que 2024 se termine sur une note positive. L'impulsion de la croissance des échanges commerciaux mondiaux reste cependant soumise à des aléas.

25 Fonds monétaire international (FMI). [Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2024](#)



La robuste croissance américaine et l'investissement dans l'énergie : un baume pour les perspectives à l'export du Canada

– Ross Prusakowski, économiste en chef adjoint et directeur

En cette fin de 2024, nous pouvons affirmer que l'année nous a réservé de nombreuses surprises et a été le théâtre d'une foule d'événements qui ont même échappé aux prévisionnistes les plus aguerris. Ils ont toutefois vu juste en ce qui concerne le reflux anticipé de l'inflation et l'amorce de la baisse des taux d'intérêt par les banques centrales. Ces tendances ont façonné de manière déterminante les prévisions que nous avons formulées dans notre publication *Perspectives économiques mondiales* tout au long de l'année.

Pour 2025, nous entrevoyons une amélioration du paysage économique mondial à la faveur d'une croissance de 3,5 % l'an prochain et de 3,3 % en 2026. Nos perspectives pour les exportations se fondent sur ces projections ainsi que les principales hypothèses énoncées dans l'édition de l'automne 2024 des *Perspectives*.

Comme nous l'avons déjà précisé dans ce rapport²⁶, les perspectives touchant les flux du commerce mondial seraient en demi-teinte, assombries par les perspectives moroses pour l'économie chinoise et l'incertitude géopolitique. De ce fait, en dépit des gains procurés par les nouveaux projets de production d'énergie et le raffermissement de la demande provenant de l'économie américaine qui progresse tant bien que mal, nous prévoyons dans la présente édition des *Perspectives économiques mondiales* publiée par les Services économiques que la croissance totale des exportations se campera à 2 % en 2024 et 2025, puis doublera à 4 % en 2026. Par ailleurs, nous projetons que les exportations canadiennes croîtront, en termes réels corrigés de l'inflation, à la cadence de 1,4 % en 2024, d'environ 2,6 % en 2025 et de 5,2 % en 2026.

26 Voir la section 2, chapitre 1 : Rebond des exportations mondiales, sur fond de forte incertitude

Énergie

Le secteur énergétique devrait donner une forte impulsion aux exportations de marchandises canadiennes, dont il est le plus important contributeur. L'agrandissement des installations opérationnelles du pipeline de Trans Mountain à partir de mai 2024 et le début des exportations de LNG Canada à la mi-2025 viendront étoffer les capacités d'exportation de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL) au cours des deux prochaines années. Selon nous, les exportations d'énergie réaliseront une croissance de 11 % en 2024, de 5 % en 2025 et de 2 % en 2026. La croissance réelle serait supérieure, même si les exportations nominales subiront les contrecoups de la morosité des perspectives accolées aux cours énergétiques mondiaux.

Minerais et métaux

Les difficultés de l'économie chinoise ont plombé les cours mondiaux de l'acier et du minerai de fer. En parallèle, la demande pour ces matières premières, la forte incertitude sur le plan des politiques et la révision des taux d'intérêt ont catapulté les cours aurifères à des sommets²⁷ en 2024. Les cours de l'or devraient se normaliser. Toutefois, la croissance sera soutenue par la demande pour d'autres métaux et les nouvelles technologies. Globalement, nous anticipons une croissance des exportations de minerais et de métaux de l'ordre de 4 % en 2024 de même que 1 % en 2025 et 2026.

Automobile

La révision des plans de production, après la prise en compte de la demande de véhicules électriques (VE), fait fluctuer les exportations automobiles²⁸. Dans ce contexte, les acteurs du secteur ont repoussé leurs investissements substantiels dans la technologie de fabrication des batteries et le calendrier de production de véhicules électriques, ce qui a des retombées sur les exportations à court terme. Voilà pourquoi, selon nous, les exportations automobiles chuteront de 6 % en 2024 et de 8 % en 2025, avant d'accélérer de 15 % en 2026.

Agroalimentaire

Après avoir assisté à une intensification de la production et une embellie des cours ces deux dernières années, le secteur agroalimentaire doit maintenant composer avec des perspectives plus modestes. Ainsi, les cours du blé, du maïs et du canola ont glissé à des creux pas observés depuis plusieurs années, alors que l'évolution de l'inflation et la vigueur du billet vert ont eu un effet modérateur sur la demande mondiale pour les principaux produits de base. Certains aléas pourraient se profiler à l'horizon : notamment les enquêtes de pratiques antidumping menées par la Chine touchant la filière canadienne du canola pour lesquelles une décision devrait être rendue en 2025; et la mise en place par les autorités américaines d'étiquetage volontaire du pays d'origine en 2026. Cela étant, nous projetons que les exportations agroalimentaires fléchiront de 1 % à 2024, resteront stables en 2025, puis engrangeront un modeste gain de 2 % en 2026.

Services

La croissance des exportations de services devrait progressivement s'accélérer pour se fixer à 3 % en 2024, à 6 % en 2025 et à 8 % en 2026. Cette lancée sera favorisée par les capacités robustes du Canada dans les services numériques et les perspectives favorables pour la filière du tourisme aux États-Unis, alors que le huard continuera à perdre de l'altitude.

Autres secteurs

S'agissant d'autres secteurs comme les biens consommation, les produits forestiers de même que la machinerie l'équipement industriels, les perspectives encourageantes pour l'économie américaine et la valeur modeste du dollar canadien donneront un coup de pouce aux exportations du Canada. Quant à la filière aéronautique, elle se verra accorder des perspectives optimistes touchant les expéditions, qui sont néanmoins soumises au risque que les déconvenues de l'avionneur Boeing entraînent une contraction de la demande pour les pièces et l'équipement.

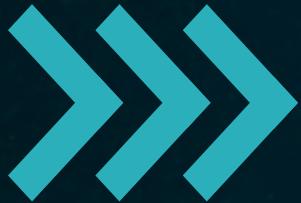
27 Voir la section 1, chapitre 4 : Exportations canadiennes : portée par l'or à court terme et les minéraux pour batteries de VE à long terme

28 Voir la section 1 : Automobile : la production canadienne de VE s'adapte aux tendances du marché



Conclusion?

La vigoureuse croissance de l'économie des États-Unis, premier partenaire commercial du Canada, donnera une vive impulsion à nos exportations, dont les perspectives demeureront positives en raison des investissements dans le secteur énergétique à court terme. Les filières automobile et agroalimentaire devront surmonter certains obstacles susceptibles de poser des risques.



À propos du présent rapport

Le présent document fait partie d'une série de publications signées par le personnel des Services économiques d'EDC. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs et ne doivent être attribuées ni à Exportation et développement Canada, ni à son Conseil d'administration. Ce rapport a été rédigé par Karicia Quiroz, Prince Owusu, Nadeem Rizwan, Hassan Goreja, Aya Id.Ihya, Prerna Sharma, Meena Aier, Ross Prusakowski, Gabriel Vermette et Zhenzhen Ye. La version anglaise a été révisée par Susanna Campagna, Ross Prusakowski, Janet Wilson et Hani Wannamaker. La traduction française a été effectuée par Gilles Brault.

Si vous avez des questions, veuillez les envoyer à Economics@edc.ca. Pour les demandes des médias, prière d'écrire à media@edc.ca.

À propos d'Exportation et développement Canada

Qui sommes-nous?

Société d'État à vocation financière, Exportation et développement Canada (EDC) aide les entreprises canadiennes à générer des retombées au Canada et à l'étranger. EDC leur propose les produits financiers et l'expertise dont elles ont besoin pour percer de nouveaux marchés en toute confiance, réduire le risque financier et croître en mondialisant leurs activités. Ensemble, EDC et les entreprises canadiennes bâtissent une économie plus prospère, plus forte et plus durable pour toute la population canadienne.

Pour en savoir plus à propos d'EDC ou pour découvrir comment nous pouvons aider votre entreprise, composez le 1 800 229-0575 ou visitez le www.edc.ca/fr.

Avis

Le présent document est une compilation de renseignements accessibles au public. Celui-ci ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique. Il s'agit uniquement d'un aperçu. Il serait malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche indépendante approfondie et obtenu les conseils d'un professionnel. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, elle ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission liée au présent document ou en découlant. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir des conseils juridiques ou fiscaux, le lecteur doit consulter un professionnel qualifié. EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

©Exportation et développement Canada 2024. Tous droits réservés